

Ne m'étant pas élevé au niveau impersonnel et quelque peu dogmatique d'un traité, je ne me suis senti tenu ni d'éluder les polémiques ni de dissimuler « l'opinion de l'auteur ». Ce style direct n'est pas conforme à la tradition universitaire de neutralité, mais je ne crois pas qu'une attitude neutre convienne aujourd'hui aux sujets qui se rattachent à l'organisation des affaires publiques. A la vérité, je me demande si nos Facultés, en donnant au droit administratif un éclairage analogue à celui qu'elles donnent aux autres branches du droit, ne créent pas une image statique et déformée de l'administration. Celle-ci n'est pas un ensemble de rouages inconscients au service d'un système de lois immanentes, c'est un être vivant qui réagit à de dures épreuves quotidiennes en s'adaptant. Dans la France moderne, il n'est sans doute pas d'activité professionnelle qui soit davantage consacrée à des problèmes de structure et la solution de ceux-ci exige la confrontation constamment renouvelée de diverses tendances et de diverses idées. Le climat qui doit l'inspirer n'est pas un climat d'exégèse juridique à l'usage d'un corps indépendant de magistrats, mais un climat d'action où il faut que chacun s'engage.

Enfin si j'avais adopté le ton d'un traité le lecteur aurait pu croire — en raison des fonctions que j'occupe — que j'exposais une « doctrine officielle ». Or, il n'y a pas de « doctrine officielle » ; il n'y a que des « décisions administratives » intervenant dans un flot mouvant de discussions collectives. Les idées que j'énonce sans aucune prétention d'expert sont donc simplement celles que je crois bonnes. Le plus souvent — pas toujours — elles se rattachent cependant à une certaine conception du rôle de l'État, que l'administration des Finances persiste à défendre avec passion. Certains diront que ce n'est pas nécessairement la conception dominante ni peut-être la meilleure conception. Je répondrai seulement qu'elle continue à exercer une influence considérable sur l'évolution des affaires publiques. On peut l'accepter ou la combattre ; on n'a pas le droit de l'ignorer.

G. D.

## SOMMAIRE DU TOME PREMIER

	PAGES
INTRODUCTION : La nature de la comptabilité publique.....	1
A) Définition des règles de la comptabilité publique .....	2
B) Champ d'application des règles de la comptabilité publique .....	9
C) Rôle de la comptabilité publique dans l'organisation administrative française.....	14
PREMIÈRE PARTIE	
LES PRINCIPES	
Thème et plan de la première partie.....	20
CHAPITRE PREMIER. — Le principe juridique de la distinction entre l'opportunité et la régularité .....	23
A) Nature exacte de cette distinction .....	23
B) Tour d'horizon dans le domaine de la régularité.....	30
C) Les sources juridiques de la régularité.....	33
D) Évolution récente de la distinction entre l'opportunité et la régularité .....	40
CHAPITRE II. — Le principe administratif de la division du travail et de la séparation des ordonnateurs et des comptables.....	48
A) Description sommaire des diverses catégories d'administrateurs qui concourent à l'exécution et au contrôle des opérations financières .....	49
B) Les incompatibilités.....	61
C) Les régimes distincts de responsabilité des ordonnateurs et des comptables .....	69
D) Examen critique de notre organisation financière, mécanisme régulateur.....	86
E) Conclusion : l'aspect psychologique de notre organisation administrative .....	104